



**ALPES-DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°04-2023-044

PUBLIÉ LE 1 MARS 2023

# Sommaire

## **Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Direction de la Citoyenneté et de la Légalité**

04-2023-03-01-00002 - AP N°2023-060-004 du 01 mars 2023 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire (2 pages) Page 3

## **Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Direction Départementale des Territoires**

04-2023-03-01-00001 - AP N°2023-059-004 du 1er mars 2023 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence (4 pages) Page 6

04-2023-03-01-00003 - AP N°2023-060-005 du 01 mars 2023 portant règlement particulier de police de la navigation pour l'année 2023 sur le plan d'eau formé par la retenue EDF de CHAUDANNE dans le département des Alpes-de-Haute-Provence (8 pages) Page 11

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-03-01-00002

AP N°2023-060-004 du 01 mars 2023 portant  
renouvellement d'habilitation dans le domaine  
funéraire

Bureau des collectivités territoriales et des élections  
Section des élections et des activités réglementées  
Affaire suivie par Mme Virginie MANNISI-PARLANTI  
Mél : [virginie.mannisi-parlanti@alpes-de-haute-provence.gouv.fr](mailto:virginie.mannisi-parlanti@alpes-de-haute-provence.gouv.fr)

Digne-les-Bains, le **01 MARS 2023**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023 – 060 004**

portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire

**LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2223-19 et suivants, R. 2213-2-1, R. 2223-56 et suivants et D. 2223-34 et suivants ;
- Vu** la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;
- Vu** le décret n° 2011-121 du 28 janvier 2011 relatif aux opérations funéraires ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-053-052 du 22 février 2017 portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire dénommé « FUNEXIA » sis zone artisanale Les Iscles 04700 La Brillanne (Alpes-de-Haute-Provence) ;
- Vu** la demande du 6 février 2023 formulée par M. Bernard GASTALDI, gérant, en vue d'obtenir le renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire dénommé « FUNEXIA » sis à La Brillanne (Alpes-de-Haute-Provence) ;
- Vu** les pièces justificatives complémentaires transmises les 23 et 24 février 2023 ;
- Vu** l'ensemble des pièces annexées à la demande ;

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** L'établissement secondaire de pompes funèbres dénommé « FUNEXIA » sis zone artisanale Les Iscles 04700 La Brillanne (Alpes-de-Haute-Provence), exploité par M. Bernard GASTALDI, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire les activités suivantes :

- le transport de corps avant et après mise en bière ;
- l'organisation des obsèques ;
- les soins de conservation ;
- la fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires ;
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- la fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** : Le numéro d'habilitation est le **23-04-0014**

**Article 3** : La durée de la présente habilitation est fixée à **cinq ans** à dater du présent arrêté, non renouvelable par tacite reconduction.

**Article 4** : La demande de renouvellement de la présente habilitation devra être présentée trois mois avant la date d'expiration.

**Article 5** : L'habilitation peut être suspendue ou retirée pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance, définie en application des dispositions des articles L. 2223-23 et L. 2223-24 du code général des collectivités territoriales ;
- non respect du règlement national des pompes funèbres ;
- non exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;
- atteinte à l'ordre public ou danger pour la sécurité publique.

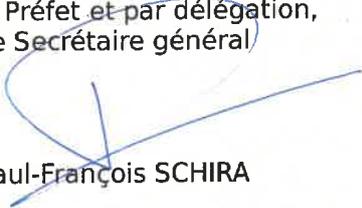
**Article 6** : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa notification :

- d'un recours administratif gracieux devant le préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la Direction générale des collectivités locales (DGCL), Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - 2, place des Saussaies 75008 Paris ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille - 31, rue Jean-François LECA 13002 Marseille cedex 6.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application Télécours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7** : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. Bernard GASTALDI.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

  
Paul-François SCHIRA

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-03-01-00001

AP N°2023-059-004 du 1er mars 2023 portant  
subdélégation de signature aux agents de la  
direction départementale des territoires des  
Alpes-de-Haute-Provence



**PRÉFET  
DES ALPES-  
DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES**

Digne-les-Bains, le 1<sup>er</sup> mars 2023

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-059-004**

portant subdélégation de signature aux agents de la  
direction départementale des territoires des Alpes-de-  
Haute-Provence

**LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

- VU** le Code de la construction et de l'habitat ;
- VU** le Code du domaine de l'État ;
- VU** le Code du domaine fluvial et de la navigation intérieure ;
- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** le Code forestier ;
- VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU** le Code général des impôts ;
- VU** le Code de la route ;
- VU** le Code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le Code de l'urbanisme ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, modifiée relative à l'archéologie préventive ;
- VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et les décrets n° 97-1202 du 19 décembre 1997 et 97-1203 du 24 décembre 1997 pris pour son application ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Direction Départementale des Territoires  
Avenue Demontzey – CS 10211 – 04002 DIGNE LES BAINS CEDEX  
Tél : 04 92 30 55 00 - mel : [ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr](mailto:ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture au public : de 9h à 11h30 et l'après-midi sur rendez-vous, du lundi au vendredi  
<http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr> - Twitter @prefet04 – Facebook @Préfet-des-Alpes-de-Haute-Provence  
S:\CONSEIL DE GESTION\DDT\Fonctionnement-DDT\DELEGATIONS DE SIGNATURE\2023-03\subdélégation\_general\_03.2023.odt

**VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Marc CHAPPUIS, Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;

**VU** l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 21 janvier 2021 nommant Mme Catherine GAILDRAUD, ingénieure hors classe de l'agriculture et de l'environnement, directrice départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence à compter du 1<sup>er</sup> février 2021 ;

**VU** l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 13 mai 2022, nommant M. Mathias BORSU, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, directeur départemental adjoint des territoires des Alpes-de-Haute-Provence à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 ;

**VU** l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2021-028-001 du 29 janvier 2021 portant organisation de la Direction Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022-235-010 en date du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Mme Catherine GAILDRAUD, directrice départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1 :** La délégation de signature conférée par l'arrêté préfectoral susvisé n° 2022- 235-010 à Mme Catherine GAILDRAUD, et en cas d'absence et d'empêchement à M. Mathias BORSU, est subdéléguée ainsi :

### **1- Pour les points visés à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé :**

#### **1-1 en ce qui concerne le personnel placé sous leur autorité, parmi les actes prévus au point 1a1 :**

- l'octroi des congés annuels, des jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail

- à M. Géraud TOUBERT, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, chef du service aménagement urbain et habitat (SAUH) à ou à défaut M. Sylvain DAILLÉ, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint au chef du SAUH ;
- à M. Grégory ROOSE, attaché principal d'administration de l'État, chef du service urbanisme et connaissance des territoires (SUCT) ou à défaut Mme Delphine LUCE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, adjointe au chef de service ;
- à Mme Blandine BOEUF, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, cheffe du service environnement-risques (SER) ou à défaut M. Vincent MAYEN, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint à la cheffe de service ;
- à Mme Elise CHAU, ingénieure des ponts des eaux et des forêts, adjointe à la cheffe de l'unité interdépartementale de conseil aux territoires des Alpes du Sud (UICTAS) et cheffe de l'unité, par intérim ;
- à M. Jérémie LOPEZ, ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, chef du pôle pastoralisme, par intérim.

- l'octroi des autorisations spéciales d'absence (ASA) de droit :

- À Mme Magali ANDRÉ, attachée d'administration de l'État, conseillère de gestion auprès de la directrice de la DDT.

**1-2 pour les décisions codifiées 1b (transports), 1c (remontées mécaniques), 1d (bruit) :**

- à Mme Laurence SEDNEFF, attachée d'administration, chargée de missions crise – communication (direction)

**2- Pour les points visés à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral susvisé :**

**2-1 pour l'ensemble des décisions :**

- à M. Géraud TOUBERT, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, chef du SAUH ou à défaut à :
- M. Sylvain DAILLÉ, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint au chef du SAUH
- ou M. Thierry THIEFAINE, attaché principal d'administration de l'État, responsable du pôle habitat/logement

**2-2 pour les décisions figurant sous les rubriques 2a et 2b (logement, habitat, ville) :**

- Mme Frédérique CADENEL, attachée d'administration de l'État

**2-3 pour les décisions figurant sous les rubriques 2c (accessibilité aux personnes handicapées) :**

- M. Manuel CAMANI, ingénieur des travaux publics de l'État

**3- Pour les points visés à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral susvisé :**

**3-1 pour l'ensemble des décisions :**

- à M. Grégory ROOSE, attaché principal d'administration de l'État, chef du SUCT
- à Mme Delphine LUCE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, adjointe au chef de service

**3-2 pour les décisions figurant sous les rubriques 3a (planification) et 3e (publicité) :**

- à M. Yannick CLERC-RENAULT, ingénieur des travaux publics de l'État, chef du pôle urbanisme-planification

**3-3 pour les décisions figurant sous les rubriques 3b, 3c et 3d (autorisations d'urbanisme) :**

- à M. Joseph VASSEUR, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du développement durable
- à Mme Peggy CARLETON, secrétaire administrative de classe supérieure du développement durable

**4- Pour les points visés à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral susvisé :**

**4-1 pour l'ensemble des décisions :**

- à M. Jérémy LOPEZ, ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, chef du pôle pastoralisme

**4-2 pour les décisions relevant des rubriques 4a1 à 4a4, 4b1 à 4b5, 4d1, 4d2, 4e1 :**

- à Mme Nathalie L'HUILLIER, ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, cheffe du pôle exploitations agricoles et territoires

**Pour les décisions relevant des rubriques 4d3 à 4d6, 4e1 et 4g1 à 4g2 :**

- à M. Sébastien CHABAL, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef du pôle pastoralisme

**5- Pour les points visés à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral susvisé :**

**5-1 pour l'ensemble des décisions :**

- à Mme Blandine BOEUF, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, cheffe du SER ou à défaut à M. Vincent MAYEN, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint à la cheffe de service

**5-2 pour les décisions relevant des rubriques 5c à 5g :**

- à M. Jean-Luc JARDIN, chef du pôle environnement

**5-3 pour les décisions relevant des rubriques 5h :**

- à M. Thibaud GONZALEZ, ingénieur de l'industrie et des mines, chef de pôle risques

**Article 2 :**

Toutes dispositions antérieures et contraires au présent arrêté sont abrogées à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Article 3 :**

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours administratif gracieux devant le préfet des Alpes-de-Haute-Provence ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13 235 Marseille Cedex 2).

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence et la directrice départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour la Directrice Départementale  
des Territoires  
Le Directeur Adjoint  
**Mathias BORSU**

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-03-01-00003

AP N°2023-060-005 du 01 mars 2023 portant  
règlement particulier de police de la navigation  
pour l'année 2023 sur le plan d'eau formé par la  
retenue EDF de CHAUDANNE dans le  
département des Alpes-de-Haute-Provence

Digne-les-Bains, 01 MARS 2023

Affaire suivie par : Jehanne BONSIGNOUR  
Tel : 04.92.30.56.78  
Mél : [jehanne.bonsignour@alpes-de-haute-provence.gouv.fr](mailto:jehanne.bonsignour@alpes-de-haute-provence.gouv.fr)

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023 - 060 - 005

portant règlement particulier de police de la navigation  
pour l'année 2023 sur le plan d'eau formé par la retenue EDF de  
CHAUDANNE dans le département des Alpes de Haute-Provence

### LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

- Vu** la directive 2001/95/CE du parlement et du conseil européen relative à la sécurité générale des produits,
- Vu** le code des transports, codifiant notamment l'arrêté du 28 juin 2013 portant règlement général de police,
- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** le code de la santé publique,
- Vu** le code de l'environnement,
- Vu** le code du sport,
- Vu** le code de l'urbanisme,
- Vu** le code civil, article 371-1,
- Vu** le code pénal, notamment les articles 131-13 et R 610-5,
- Vu** le décret de concession du 27 mai 1928 modifié concédant à EDF l'aménagement et l'exploitation de la chute et du réservoir de la Chaudanne,
- Vu** le décret du 27 août 1970 fixant les conditions d'inscription et d'apposition de marques extérieures d'identité des bateaux et engins de plaisance circulant ou stationnant sur les eaux intérieures,
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- Vu** l'arrêté du secrétaire d'État à la mer du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires,

Direction Départementale des Territoires  
Avenue Demontzey – CS 10211 – 04002 DIGNE LES BAINS CEDEX  
Tél : 04 92 30 55 00 - mel : [ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr](mailto:ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture au public : de 9h à 11h30 et l'après-midi sur rendez-vous, du lundi au vendredi  
<http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr> - Twitter @prefet04 - Facebook @Préfet-des-Alpes-de-Haute-Provence

**Vu** l'arrêté du ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 19 janvier 2009 relatif aux prescriptions techniques de sécurité applicables aux bateaux de plaisance naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures,

**Vu** l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, chargé des transports, de la mer et de la pêche du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure,

**Vu** la circulaire interministérielle du 24 janvier 2013 relative aux mesures de police de la navigation intérieure,

**Vu** la circulaire interministérielle du 01 août 2013 relative à la mise en œuvre du règlement général de police de la navigation intérieure et des règlements particuliers de police pris en son exécution,

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° 2014 286-0002 du 13 octobre 2014 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Verdon,

**Vu** l'arrêté du préfet des Alpes-de-Haute-Provence du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques,

**Vu** l'arrêté du préfet des Alpes-de-Haute-Provence du 30 juin 1995 réglementant la sécurité des eaux de baignade,

**Vu** l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant règlement général de Police de la Navigation intérieure,

**Vu** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires,

**CONSIDERANT** la variation importante du niveau d'eau de la retenue de Chaudanne ;

**CONSIDERANT** les variations importantes des débits à l'aval du barrage de Castillon dans les gorges et les courants violents pouvant être provoqués par l'activité des usines hydroélectriques de Castillon et de Chaudanne ;

**CONSIDERANT** la topographie des lieux et notamment l'accès difficile aux berges ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

## **A R R Ê T E :**

### **ARTICLE 1 : Champ d'application**

Les activités aquatiques, nautiques, sportives et de loisirs, pratiquées et organisées sur la retenue de CHAUDANNE sont réglementées par le présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2023. Un bilan en fin de saison sera réalisé pour statuer sur la pérennité du règlement pour les années à venir.

Sont autorisées sur la retenue de CHAUDANNE les activités qui, tout en étant compatibles avec le développement local, ne sauraient nuire à l'exploitation des concessions de force hydraulique accordées à Electricité de France, ni compromettre la production d'eau potable destinée à la consommation humaine.

La priorité accordée à la production d'énergie implique notamment des variations du niveau du plan d'eau dans le cadre du fonctionnement normal des usines et de leur entretien, des vidanges partielles ou totales indispensables à la bonne conservation des ouvrages, au soutien d'étiage et à la sécurité en général des ouvrages et installations d'Electricité de France.

La baignade est interdite et les autres activités aquatiques, nautiques, sportives et de loisirs peuvent s'exercer dans les limites et conditions définies ci-après, aux risques et périls des organisateurs et des pratiquants, sans que la responsabilité d'Electricité de France, celle des communes, ou celle de l'État ne puisse être engagée.

Les activités mises en place sur la retenue ne doivent pas nuire au maintien de la qualité de l'eau et plus généralement de l'environnement.

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux activités d'Electricité de France, ni à l'ensemble des services chargés d'une mission de sécurité publique, de secours (y compris pour les séances d'entraînements), de police ou de service public, ainsi qu'à l'entretien des ouvrages. Ces services peuvent utiliser tout type d'embarcation et de propulsion adapté à leur mission et accéder à l'ensemble du plan d'eau, avec pour ce qui concerne la zone interdite à proximité du barrage, obligation de respecter les dispositions énoncées au 5<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2.3.

## **ARTICLE 2 : Dispositions d'ordre général**

### **2.1. Aménagements sur les berges**

L'aménagement de toute installation en bordure des retenues sur des terrains faisant partie du domaine de la concession est interdit, sauf convention préalable conclue avec Électricité de France et avec la commune du lieu d'implantation envisagé, dans le cas où celle-ci aurait reçu délégation de la gestion du domaine concédé. Cette convention ne dispense pas du respect de l'ensemble des réglementations en vigueur, notamment les dispositions du code de l'urbanisme et du code de l'environnement applicables au site.

### **2.2. règlement du périmètre immédiat de protection de la qualité des eaux**

Dans un périmètre de 5 mètres au-delà de la côte de retenue normale (790 NGF) sont interdits le stationnement des embarcations, le camping, les feux, les rejets directs d'eau usée même après traitement, les opérations de maintenance et d'entretien des matériels nautiques, l'emploi et le stockage de toute substance soluble, émulsionnable ou incendiaire et toute activité non liée aux pratiques sportives et touristiques autorisées sur le plan d'eau, susceptible de porter atteinte à l'environnement.

### **2.3. Zones interdites sur le plan d'eau et sur la berge**

Les zones interdites à toute activité sont :

- \* la zone d'exclusion du barrage EDF de Chaudanne dont la limite est de 200 mètres en amont du barrage ;
- \* la zone comprise entre le barrage de Castillon-Demandolx et jusqu'à 20 mètres à l'aval de la station de pompage de Demandolx.

En particulier, l'accès piétonnier depuis les berges, la circulation et le stationnement d'embarcations ou d'engins flottants sur la retenue, ainsi que la pêche, sont interdits dans ces zones.

Ces zones d'interdiction sont signalées par une ligne de bouées traversière, et une signalétique spécifique indiquant « zone interdite au public ».

Ces bouées sont de couleur jaune. Le panneautage est écrit en blanc sur fond rouge pour être facilement visible au niveau de l'eau. Électricité de France est chargée de leur mise en place et de leur entretien.

Seules peuvent pénétrer dans la zone interdite les embarcations du service d'Électricité de France chargées de l'exploitation du contrôle des ouvrages, ainsi que les bateaux des services de police, de gendarmerie, de secours et autres services de l'État. Toute intervention de ces services doit faire l'objet d'une communication auprès d'Electricité de France (tel 04.92.83.59.07) au préalable lorsque l'intervention est programmée et au cours de celle-ci en cas d'urgence.

La circulation et le stationnement d'embarcations ou d'engins flottants sont interdits dans les zones de protection physique des prises d'eau potable qui seront matérialisées par les communes ou les propriétaires à l'aide d'un balisage spécifique.

### **2.4. Zones de navigation**

À l'exception des zones d'interdiction définies ci-dessus ou des zones balisées, la circulation de toutes les embarcations sportives ou de loisirs non motorisées ou mues par un moteur électrique est autorisée sur la surface de la retenue.

## **2.5. Baignade**

La baignade, le saut et le plongeon sont interdits depuis les berges et sur toute la retenue.

### **ARTICLE 3 : Conditions d'utilisation des embarcations motorisées**

#### **3.1. Motorisations autorisées**

Seules les embarcations équipées de moteurs électriques sont autorisées.

L'usage d'embarcations disposant d'un moteur thermique est interdit sur l'ensemble de la retenue, en dehors des cas particuliers définis au dernier paragraphe de l'article 1 et des conditions dérogatoires qui sont précisées à l'article 3.2 du présent arrêté.

#### **3.2. Usage dérogatoire des moteurs thermiques**

En l'absence avérée de possibilité technique de mise en œuvre de moteurs électriques, l'usage d'embarcations ou d'engins disposant d'un moteur thermique pour toute autre fonction ou mission que celles mentionnées à l'article 1 du présent arrêté pourront être demandées à la Sous-Préfecture de Castellane pour des missions limitées aux activités de secours, de sécurisation, d'encadrement dans le cadre de manifestations sportives et de contrôle des pratiques sportives, des activités nautiques réglementées par le code du sport ou d'assistance au public.

Les embarcations devront être propulsées par des moteurs thermiques « 4 temps » pour éviter tout rejet d'huile de lubrification dans le liquide de refroidissement et d'une puissance maximale de 18,4 kW - 25 chevaux.

Des dérogations spécifiques peuvent être accordées par la sous-préfecture de Castellane pour permettre la réalisation de travaux d'intérêt public, de maintenance ou à des fins scientifiques (études ou suivi environnemental).

### **ARTICLE 4 : Règles de navigation des embarcations motorisées**

Pour des raisons de sécurité et environnementales, la vitesse maximale des bateaux à moteur ne doit excéder 20 km par heure (10,799 nœuds).

Ces limitations de vitesse ne s'appliquent pas aux bateaux en intervention de sécurité, de secours, de police, de gendarmerie, d'Electricité de France, ainsi qu'aux embarcations des services de l'État et celles utilisées pour des missions de service public.

Le conducteur de toute embarcation à moteur est tenu d'utiliser en permanence un dispositif de sécurité coupant automatiquement l'allumage du moteur en cas d'éjection ou de malaise du pilote.

### **ARTICLE 5 : Mouillage des embarcations et présence à bord la nuit**

Le mouillage des bateaux sur la retenue est interdit. Le stationnement est interdit sur les berges. L'occupation, même temporaire, des embarcations, caractérisée par une présence de nuit à bord, en situation de navigation ou à l'arrêt, est strictement interdite.

Le rejet de déchets, de liquides, d'objets et de diverses matières, à partir des embarcations, sur le plan d'eau, est rigoureusement interdit.

### **ARTICLE 6 : Activités interdites et recommandations d'ordre général relatives à la protection du public et de l'environnement**

Sont interdits sur la retenue et sur ses berges :

- la baignade,

- toutes les activités motorisées d'origine aérienne,
- la pratique du ski nautique, le tractage d'engins de loisirs assimilés au ski nautique,
- la pratique de la waterline et la pose de filin au-dessus de l'eau,
- le bivouac de nuit,
- la baignade des animaux,
- l'exercice de la plongée subaquatique de loisir, de ses activités associées et de la chasse subaquatique,
- toutes les activités motorisées terrestres sauf pour le temps de la mise à l'eau des embarcations, les véhicules seront stationnés hors des berges,
- tous les usages d'engins commandés à distance qu'ils soient terrestres, aériens, nautiques ou aquatiques. Pour l'utilisation de drones, des dérogations pourront être demandées à la Sous-Préfecture de Castellane, notamment dans le cadre d'études scientifiques.

#### **ARTICLE 7 : Limitations dans le temps**

La navigation n'est autorisée qu'entre le lever et le coucher du soleil (heures légales) sauf dérogation liée aux activités de pêche.

Pour de la recherche scientifique, des dérogations peuvent être obtenues après en avoir fait la demande auprès des services de l'État.

#### **ARTICLE 8 : Règles de route**

L'ordre de priorité pour la navigation sur la retenue est fixé de la façon suivante :

- bateaux de secours, de sécurité et de service, bateaux utilisés par EDF et par le Parc naturel régional du Verdon,
- bateaux d'encadrement et de sécurisation des activités sportives réglementées,
- bateaux d'aviron,
- bateaux à voile, quelles que soient l'allure et la direction du vent,
- embarcations légères (dont les bateaux à moteurs électriques),
- planches à voile, planches aérotractées et engins nautiques semblables,
- canoë-kayak,
- planche à pagaies,
- barques à rames, float-tube,
- embarcations à pédales,
- bateaux pneumatiques,
- autres menues embarcations,
- engins de plage.

Les embarcations doivent posséder l'équipement requis conformément à la réglementation en vigueur et aux spécifications prévues dans le présent arrêté.

### **ARTICLE 9 : Gilets de sécurité**

Pour toutes les personnes se livrant à une activité nautique, la possession d'un gilet de sécurité aux normes U.E. (disposant d'un marquage C.E.) et I.S.O en vigueur est obligatoire.

Pour toutes les activités nautiques qui relèvent d'une fédération délégataire ou agréée par le ministère chargé des sports, le code du sport et les règlements fédéraux doivent être strictement appliqués.

### **ARTICLE 10 : Manifestations nautiques**

Des dispositions spéciales ou particulières peuvent être accordées par dérogation par arrêté préfectoral à l'occasion des fêtes, meetings, régates, compétitions, rassemblements ou essais de bateaux après consultation des services compétents.

Les manifestations sportives organisées par une fédération sportive délégataire, ou agréées par le ministère chargé des sports, ou par une de ses structures affiliées, ne sont soumises ni à déclaration ni à autorisation. Ces manifestations doivent être obligatoirement inscrites au calendrier officiel des fédérations concernées ou de ses structures déconcentrées. Toutes les autres manifestations font l'objet d'autorisations préalables spéciales conformément à l'article 3.2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 11 : Mesures temporaires de restriction de la navigation**

Dans les cas où la sécurité et l'intégrité physique des personnes sont susceptibles d'être mises en jeu, des restrictions à la navigation peuvent être décidées par les services préfectoraux des Alpes de Haute-Provence. Ces restrictions seront alors portées à la connaissance des usagers du plan d'eau par les moyens les plus adaptés à la situation : affichages, communiqués de presse, communiqués et affichages municipaux et tout autre moyen jugé utile.

### **ARTICLE 12 : Cartographie**

Une cartographie est jointe en annexe de l'arrêté, elle précise les zones interdites aux différentes activités.

### **ARTICLE 13 : Dispositions pénales**

Sans préjudice des dispositions prévues par le règlement général de police de la navigation intérieure, ainsi que des dispositions prévues par d'autres textes – notamment le cadre pénal pour les actes pouvant mettre en péril la vie d'autrui – la violation des interdictions ou le manquement aux obligations prévues par le présent règlement particulier de police pris en application de l'article R. 4241-66 du code des transports est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

### **ARTICLE 14 : Publicité**

Le présent arrêté sera affiché en Sous-Préfecture de Castellane.

Le contenu du présent arrêté doit être porté à la connaissance du public à l'aide :

- d'un affichage aux sièges des mairies de Castellane et Demandolx,
- d'un panneau et d'un affichage harmonisés sur les sites d'activités en divers points autour de la retenue de Chaudanne, notamment aux abords de la route départementale D102, comprenant les extraits de l'arrêté concernant les zones autorisées et l'ensemble des interdictions.

La mise en place de ce panneau sera à la charge des communes en coordination avec la Sous-préfecture de Castellane et avec la collaboration du Parc Naturel Régional du Verdon et à la charge des communes.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes de Haute-Provence.

#### **ARTICLE 15 : Voies et délais de recours**

Cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Alpes de Haute-Provence,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **ARTICLE 16 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont réservés.

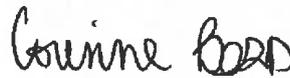
#### **ARTICLE 17 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, la Sous-Préfète de Castellane, le Colonel commandant le Groupement de la Gendarmerie des Alpes de Haute-Provence, la Directrice Départementale des Territoires, la Directrice Départementale de l'emploi, du Travail, des solidarités et de la Protection des Populations des Alpes de Haute-Provence, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes de Haute-Provence, le chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité des Alpes de Haute-Provence, les maires des communes de Castellane et de Demandolx, toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la Police de la Navigation et à la Police de la Pêche, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux :

- Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région PACA,
- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence-Alpes- Côte d'Azur,
- Directeur de l'unité de production Méditerranée d'Electricité de France à Marseille,
- Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques,
- Président de la Fédération Française de Canoë Kayak,
- Président du Parc Naturel Régional du Verdon,
- Président du Comité Départemental du Tourisme.

Pour le Préfet et par délégation,

La Sous-Préfète de Castellane



Corinne BORD



**PRÉFET  
DES ALPES-  
DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Annexe à l'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023 - 060 - 05 portant règlement particulier de police de la navigation sur le plan d'eau formé par la retenue EDF de CHAUDANNE dans le département des Alpes de Haute-Provence

